



LA FLORAISON asbl
Floraison Femmes

Av. Maendeleo
Q. Maù – Baraka
République Dém. Congo
+243821174364
la.floraison@yahoo.fr
www.lafloraison-com.webs.com

Direction Générale
La Floraison Asbl
Baraka - RDC

**RAPPORT ANNUEL NARRATIF DES ACTIVITES REALISEES PAR LA
DIRECTION GENERALE DE LA FLORAISON 2014**



Décembre 2014

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
0.1. Département de réinsertion socioéconomique	3
0.2. Département de la promotion du genre,	3
0.3. Département de la culture et Paix	3
0.4. Département de la santé publique	3
LES PROJETS EXECUTES EN 2014	4
I. Département de réinsertion socioéconomique	4
I.1. PROJET DE MULTIPLICATION DES SEMENCES	4
I.2. PROJET D'ACHAT ET DISTRIBUTION DES 80 CHEVRES	6
II. Département de la promotion du genre	7
II.1. PROJET D'APPUI A LA PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIALE ET REINSERTION SOCIOECONOMIQUE DES FEMMES ET FILLES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES AIRES DE SANTE DE NEMBA ET KATENGA EN TERRITOIRE DE FIZI.	7
II.2. PROJET DE PREVENTION ET DE REPOSE DES VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE EN SITUATION D'URGENCE	11
II.3. CAMPAGNE DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FAITES A LA FEMME 2014	13
III. Département de culture et paix	19
III.1. PROJET DE CONCOURS ARTISTIQUE POUR LA NON VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE ET EXTRA SCOLAIRE	19
IV. Département de Santé publique	25
IV.1. PROJET DE PROMOTION DE LA VIE POSITIVE DES JEUNES A RISQUE DE VIH/SIDA	25
ACTIVITES DE COLLABORATION	29
LES VISITES DES PARTENAIRES	29
CONCLUSION GENERALE	33

INTRODUCTION

Ce condensé narratif des activités couvre la période de janvier à décembre 2014 et prend en considération les actions essentielles entreprises et mises en œuvre par l'organisation La Floraison sur toute l'étendue de son rayon d'action.

Dans ce rapport, les programmes, projets et activités sont groupés en secteurs ou départements exécutifs. Pour les projets/activités qui se prolongent jusqu'en 2015, nous avons inclus les détails de 2015 d'autant plus que cette assemblée se tient au milieu de l'année qui suit l'année du rapport.

Les projets et activités suivants ont été réalisés dans différents départements de l'organisation :

0.1. Département de réinsertion socioéconomique

- Projet de multiplication des semences/ La Floraison
- Projet d'achat et distribution des 80 chèvres/ ADEPAE

0.2. Département de la promotion du genre,

- Projet d'appui à la Prise en charge psychosociale et Réinsertion socioéconomique des femmes et filles victimes des violences sexuelles dans les aires de santé de Nemba et Katenga en Territoire de Fizi,/medica mondiale
- Projet de prévention et de réponse des violences sexuelles et basées sur le genre en situation d'urgence/IRC GBV prevention Network
- Campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme/La Floraison,

0.3. Département de la culture et Paix

- Projet du Concours artistique pour la paix et la non-violence en milieu scolaire et extrascolaire/Incontro fra I popoli.

0.4. Département de la santé publique

- Projet de la promotion de la vie positive contre le VIH/SIDA/PACF.

En plus des différents projets réalisés par l'organisation tout au long de cette année, ce rapport comprend aussi les activités de collaboration ainsi que celles des visites de différents partenaires au bureau de notre organisation et sur le terrain.

LES PROJETS EXECUTES EN 2014

I. Département de réinsertion socioéconomique

I.1. PROJET DE MULTIPLICATION DES SEMENCES

- Introduction

Pour contribuer à la réponse de l'insécurité alimentaire, la Floraison a mis en place un programme agricole consistant non seulement à renforcer et accompagner les agriculteurs locaux dans la production, mais aussi à aider ces agriculteurs à améliorer les techniques culturales et à lutter contre les différentes maladies des cultures récurrentes dans la zone. Deux champs ont été mis en place depuis 2013 dont celui d'un hectare (1 Ha) à Lukoke et celui du demi-Hectare (50 ares) à Mukangi. Ce qui fait une surface d'un hectare et demie emblavé de Manioc.

- Champ de Lukoke/1Ha

Situé à moins de 20 mètres du pont de la rivière Lukoke, le labour et le hersage motorisés ont eu lieu au mois de mars par le tracteur de l'Eglise SILOE au début 2013. Pour réduire



l'action de la mosaïque et d'autres maladies de Manioc, le choix a été porté sur les boutures de la variété SAWA SAWA, jugée d'une capacité de tolérance élevée des maladies. L'achat des boutures s'est effectué à Kalundja, dans un champ sain des signes de mosaïque. Le bouturage en ligne a eu lieu au début du mois d'avril sur un écartement d'un mètre

de côté.

Le renforcement des capacités des bénéficiaires sur les maladies de Manioc et le suivi du champ de la multiplication des boutures se faisait dans le champ école installé à côté du champ de multiplication des boutures. Cette approche « **Champ école** » permet aux bénéficiaires de comparer les résultats et les évolutions qu'ils observent dans les deux

champs et d'appliquer les bonnes pratiques dans leurs champs de multiplication. Les enseignements dans le champ école sont assurés par l'agronome CHARLES.

Le champ, comme il est de multiplication des semences, il a été géré par une approche communautaire, consistant à impliquer les agriculteurs dans sa gestion. 16 agriculteurs ont bénéficié des formations, en termes d'un agriculteur par carré, soit une étendue de 25m de côté (625m²). A leur tour, les agriculteurs bénéficiaires se sont chargés de tous les travaux d'entretien (sarclage, buttage, binage,...), même si certaines grandes irrégularités ont influencé négativement le rendement. Le suivi phytosanitaire est assuré conjointement avec l'agronome et les bénéficiaires, dans le champ école d'abord, puis dans les champs individuels repartis dans le champ collectif. En plus des formations, les agriculteurs bénéficiaires gagneront une partie de récolte et des semences qui leur permettront d'aller emblaver leurs propres champs par les boutures des variétés saines.

L'approche de gestion du champ par les bénéficiaires a échoué du fait que les opérations d'entretien se sont déroulé au ralenti, ce qui a affecté le rendement du champ.

- **Le champ de Mkangi/0,5Ha**

Dans son programme de la promotion du secteur agricole et le soutien aux fermiers locaux, le ministère de l'agriculture, pêche et élevage du gouvernement congolais, à travers



l'inspection agricole territoriale a distribué les semences vivrières (bouture de manioc et le riz).

Les semences étant insuffisantes pour tous les fermiers, l'inspection agricole territoriale a procédé à l'identification des organisations locales viables et investies sérieusement à l'agriculture. C'est dans ce contexte que notre organisation la Floraison a été sélectionnée et a bénéficié de 25 bottes des boutures de manioc, soit 2500 mètres linéaires, capables d'emblaver une surface de dix milles mètres carrés, soit un hectare. Cependant, faute de moyens financiers suffisants, nous n'avons emblavé que la moitié de la surface indiquée.

Le labour motorisé a été facilité par le tracteur de l'organisation BEAAP. Pour ce champ, la gestion est entièrement assurée par l'organisation ; cependant 8 femmes suivent des conseils sur les techniques culturales améliorées pouvant réduire l'effet des maladies du manioc.

La récolte

La récolte des produits de tous ces deux champs s'est organisée à tour de rôle en commençant par celui de Lukoke. Même si le rendement n'a pas été très satisfaisant suite aux multiples raisons comme la récolte retardée et l'entretien irrégulier, les modalités de partage et de répartition de ces produits ont carrément plu les femmes bénéficiaires. La répartition a été faite équitablement, même si certaines des bénéficiaires n'ont pas correctement répondu à leur devoir lors des activités d'entretien (sarclage,...). Malheureusement, faute de certification des semences par le SENASEM, les boutures n'ont pas eu de client et même l'idée de les prêter aux organisations et agriculteurs locaux n'a pas abouti.

I.2. PROJET D'ACHAT ET DISTRIBUTION DES 80 CHEVRES

En collaboration avec Oxfam, ADEPAE a mis en œuvre les activités du projet intégrateur dans l'objectif de consolider la paix et de réinsérer économiquement les familles les plus vulnérables des sites de Baraka, Fizi et Minembwe. La réinsertion a concerné l'élevage des chèvres, en raison de deux géniteurs par ménage. En cherchant un fournisseur de qualité, notre organisation a répondu favorablement aux critères fixés par ADEPAE et son partenaire Oxfam. C'est ainsi que nous avons été sélectionné pour fournir 80 géniteurs caprins dot l'âge varie entre 8 et 12 mois dans les sites de Fizi et de Baraka à raison de 40 géniteurs par site.

Notre organisation a déployé des équipes d'acheteurs et le travail n'a pas eu assez de soucis. Le problème d'incompréhension (sur l'âge et l'état sanitaire des chèvres) s'est posé à Baraka mais la suite a été bonne. Signalons que l'inspection agricole a aussi dérangé le processus suite au manque de document officiel d'achat et transport du bétail.

II. Département de la promotion du genre

II.1. PROJET D'APPUI A LA PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIALE ET REINSERTION SOCIOECONOMIQUE DES FEMMES ET FILLES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES AIRES DE SANTE DE NEMBA ET KATENGA EN TERRITOIRE DE FIZI.

1. Introduction

Dans le cadre de contribuer à la réduction des actes des violences sexuelles et basées sur le genre en territoire de Fizi, ce projet d'appui à la Prise en charge psychosociale et Réinsertion socioéconomique des femmes et filles victimes des violences sexuelles dans les aires de santé de Nemba et Katenga en Territoire de Fizi financé par l'organisation allemande **Medica Mondiale** à travers l'approche « **Maison d'écoute** », a été conçu par l'organisation la Floraison comme une réponse d'autant plus qu'il permet de sensibiliser la population et à renforcer les capacités communautaires et des structures intervenant directement ou indirectement dans la lutte et la prise en charge des victimes des violences sexuelles sur la matière liée à la prise en charge psychosociale (monitoring, counselling, médiation familiale,), la réinsertion économique des victimes des violences sexuelles (activités génératrices des revenus à travers les AVEC), l'assistance médicale(fourniture des kits PEP et traitement des IST) et l'assistance juridique (droits des VVS). Pour ce projet, un accent particulier est mis sur les sensibilisations communautaires qui permettront à la population des aires de santé ciblées à prendre connaissance des mesures utiles pour prévenir et orienter les victimes/survivantes des violences sexuelles. Pour ce projet, les comités de surveillance des cas des violences sexuelles sont créés dans différents villages pour non seulement faciliter le travail de la maison d'écoute, mis aussi pour renforcer et responsabiliser la communauté des actes des violences sexuelles

2. Activités du projet.

Ce projet met en œuvre les activités suivantes

- Lancement officiel du projet
- Formation du staff du projet et des prestataires des soins sur la prise en charge psychologique,
- Installation de la maison d'écoute et de transit
- Sensibilisation communautaire sur les violences sexuelles
- Prise en charge de cas des violences sexuelles dans l'aire de santé de Nemba (Identification, Counseling, référence médicale, référence juridique, médiation familiale, suivi à domicile, activités génératrices de revenu, ...)
- Suivi et évaluation du projet

Toutes ces activités concourent à la réalisation de l'objectif global du projet qui est de Contribuer au rétablissement psychologique, physique et à la réinsertion communautaire des femmes et filles victimes des violences sexuelles dans leurs communautés en territoire de Fizi.

De cet objectif global, ressortent quatre objectifs spécifiques

- Informer les communautés sur les violences sexuelles faites aux femmes et filles, les services disponibles, les droits de la femme et cadre légal de répression.
- Assurer aux femmes et filles victimes des violences sexuelles un accompagnement psychologique approprié
- Assurer la référence médicale et juridique des femmes et filles victimes des violences sexuelles vers les structures appropriées
- Assurer la réinsertion économique des femmes et filles victimes des violences sexuelles

Déroulement des activités du projet

- Lancement officiel du projet: le projet a été lancé à Katenga devant les autorités sanitaires et locales,
- Formation du staff du projet et des prestataires des soins sur la prise en charge psychologique, sociale, médicale, juridique et économique de la victime des violences sexuelles. Avec 30 participants issues de différentes structures, la



formation de deux jours a eu lieu à Fizi centre. Cette délocalisation du lieu de la formation (de Nemba à Fizi) a fait suite à la recommandation de Mme l'administratrice adjointe du territoire de Fizi en charge des finances et de développement de vouloir elle-même participer à ces assises pour qu'elle profite l'occasion de tirer les oreilles des acteurs tant étatiques que humanitaires sur l'implication du gouvernement dans la lutte contre les violences faites aux femmes. La formation a porté sur la prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles. En particulier, la prise en charge

psychologique, médicale et le rapport violences sexuelles/IST ainsi que la réinsertion économique ont plus intéressé la formation qui a été facilitée par Wilindja Bisongo du Centre d'Assistance Médico-PsychoSociale (CAMPS) pour la prise en charge psychologique et Ikyengelo Sammy, superviseur en charge des IST et Sida à la zone de santé de Fizi pour la prise en charge médicale,

- Installation des maisons d'écoute et de transit: selon l'approche utilisée par le projet, les maisons d'écoute sont situées aux centres de santé. Pour l'aire de santé de Nemba, l'installation de la maison d'écoute a eu lieu au début du mois de mai. L'installation de la maison d'écoute de Katenga a connu du retard à cause des difficultés d'accessibilité et surtout la fabrication des mobiliers du centre. Ce qui a fait que cette installation ait lieu vers la fin du mois de juin,
- Sensibilisation communautaire sur les violences sexuelles: pendant toute la durée du projet, 35 séances de sensibilisation ont eu lieu dans l'ensemble de deux aires



de santé ciblées par le projet. Parmi ces séances, 15 meetings communautaires sur les violences sexuelles, 11 productions théâtrales participatives avec débat et 09 projections des films sur les thèmes liés aux violences sexuelles. Sur les séances de sensibilisation faites, 20 ont eu lieu dans l'aire de santé de KATENGA dont 09 meetings communautaires, 06 productions théâtrales et 05 projection de cinéma mobile et 15 séances dans l'aire de santé de NEMBA dont 06 meetings communautaires, 05 productions théâtrales et 04 projections de cinéma mobile. Cette différence des

séances entre les deux aires de santé est due au fait que l'aire de santé de Nemba avait déjà bénéficié de certaines de ces activités en 2013.

À cette activité de sensibilisation s'ajoute l'installation des comités de surveillance dans les villages des deux aires de santé ciblées par le projet. Ces comités, constitués de 5 membres (souvent 3 femmes et 2 hommes) ont pour rôle d'aider la maison d'écoute dans l'identification et l'orientation des cas des violences dans les villages. Ces comités collaborent aussi avec l'administration du village pour chercher les mesures préventives contre les violences faites aux femmes. À Kirini par exemple (aire de santé de Katenga), le défrichage des voies d'accès aux points d'eau par les hommes sont parmi les mesures préventives prises par le comité de surveillance et soutenues par le conseil du village.

➤ Prise en charge de cas des violences sexuelles dans l'aire de santé de Nemba (Identification, Counselling, référence médicale, référence juridique, médiation familiale, suivi à domicile, activités génératrices de revenu, ...) :

- **L'identification des cas des violences sexuelles** : 198 cas identifiés dans les deux aires de santé. Parmi ces cas nous avons 110 anciens cas, 80 nouveaux cas et 8 cas incidents. L'aire de santé de Katenga enregistre un grand nombre de cas avec 112 cas parmi lesquels 56 anciens cas, 50 nouveaux cas et 6 cas incidents. Quant à Nemba, 86 cas sont identifiés en général parmi lesquels 54 anciens cas, 30 nouveaux cas et 2 cas incident.

Mois	NEMBA				KATENGA				TG
	Anciens cas	Nouveaux cas	Cas Incidents	Total NEMBA	Anciens cas	Nouveaux cas	Cas Incidents	Total KAT	
Mai	0	03	0	03	0	0	0	0	03
Juin	06	03	0	09	02	01	0	03	12
Juillet	09	02	01	12	06	11	02	19	31

Août	10	02	00	12	13	09	01	23	35
Septembre	08	05	00	13	09	08	00	17	30
Octobre	06	04	00	10	10	05	01	16	26
Novembre	05	03	00	08	04	01	00	05	13
Décembre	02	00	00	02	01	04	01	06	08
Janvier	05	04	01	10	07	05	01	13	23
Février	03	04	00	07	04	06	00	10	17
Total	54	30	02	86	56	50	06	112	198

- **Prise en charge médicale** : les 06 cas incidents identifiés au cours du premier semestre du projet ont reçu des kits PEP. Cependant, plusieurs cas identifiés présentent les problèmes des IST chroniques et les complications gynécologiques qui demandent non seulement une grande capacité de prise en charge. Qu'à cela ne tienne, le projet a fourni aux premiers mois les médicaments pour le traitement des IST. Parmi les cas identifiés, 29 ont reçus un appui médical dont 18 à Katenga et 11 à Nemba. Cette pratique n'a pas duré plusieurs mois suite au changement d'approche de prise en charge médicale (après le constat et conseils faits par l'équipe de medica mondiale en mission à Nemba en juin 2014).

- **Référence** : sur les cas identifiés, pour la référence juridique, le fait que



plusieurs auteurs soient les hommes en uniformes, les survivantes maîtrisent mal leurs bourreaux, ce qui rend difficile l'orientation juridique. A cette difficulté s'ajoute l'absence à Baraka des structures de prise en charge juridique. Arche d'Alliance qui a un bureau à Baraka ne dispose que des moyens de prise en charge du dossier, les dépenses liées au séjour des victimes (transport, logement et restauration) posent aussi des problèmes. Pour la référence médicale,

l'entretien avec Médecins Sans Frontières (présent à Baraka) a abouti à un accord mais sous condition que la Floraison assure le transport, le logement et la restauration des survivantes jusqu'au centre communautaire « JAMAA LETU » de Baraka qui traite les IST et problèmes de santé de la reproduction. Qu'à cela ne tienne, 22 cas ont été référés dans les structures de prise en charge (16 à Nemba et 6 à Katenga). Le petit nombre de Katenga se justifie par les difficultés de transport de cette aire de santé (l'aire de santé n'est accessible que par pirogue). Parmi ces cas, deux ont concerné les complications gynécologiques (remis à la FFD pour le transfert à Bukavu), 14 des IST chroniques,...

- **Médiation familiale et suivi à domicile** : sur les 198 cas identifiés par le projet, 37 médiations ont été faites (22 à Katenga et 15 à Nemba) parmi

lesquelles 25 médiations familiales (15 Katenga et 10 Nemba) et 12 médiations conjugales (7 à Katenga et 7 à Nemba). Sur cet ensemble, nous avons 17 médiations réussies (10 à Katenga et 7 à Katenga). Les cas de médiations réussies ont été accompagnés du suivi à domicile par les APS.

- **Appui économique** : contrairement à l'idée initiale qui prévoyait le financement individuel des femmes survivantes, le projet a facilité le regroupement des



bénéficiaires au sein de 6 groupes solidaires communautaires, Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, approche copiée de l'organisation ADRA qui implémente les groupes du même genre dans les autres villages du territoire de Fizi, à travers son projet Jenga Jamaa, une enveloppe de 380000FC a été donnée, en deux tranches, à chaque groupe. Les bénéficiaires identifiés sont encouragées à se joindre à ces

groupes qui ont été initiés progressivement en réservant des places aux potentielles survivantes, sans que les autres membres le sachent. Une caisse de solidarité existe dans chaque groupe, utilisée pour venir en aide aux membres ayant des besoins spécifiques.

- Suivi et évaluation du projet : Les activités du projet sont régulièrement et conjointement suivies par les assistantes psycho sociales, la supervision et la direction du projet. La maison d'écoute transmet le rapport hebdomadaire à la superviseuse qui à son tour fait une descente mensuelle de suivi au cours de laquelle elle élabore le rapport mensuel. Pour répondre et réorienter les activités du projet, le comité du projet, la directrice dirige la réunion mensuelle du comité du projet qui inclut, en plus du personnel, les bénéficiaires, les structures de prise en charge des victimes des violences sexuelles.

II.2. PROJET DE PREVENTION ET DE REPONSE DES VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE EN SITUATION D'URGENCE

Introduction

Dans le cadre de prévention et de réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre en situation d'urgence, l'Organisation la Floraison, en collaboration avec ses partenaires d'exécution (CELA, PAFESKI et KUYA) ont organisé une formation de renforcement des capacités des services et structures de prise en charge des cas des violences sexuelles et basées sur le genre dans les aires d'exécution du projet. L'idée de ce projet est venue des mouvements des populations (en territoires de Fizi et Uvira) causé par le massacre de Mtarhule en territoire d'Uvira et les affrontements entre les forces loyalistes et les miliciens de Mai-Mai sur le littoral est de la presqu'île d'Ubwari en territoire de Fizi. Au cours de ces mouvements, les femmes ont été exposées à toutes formes de violences. Nemba est ciblé ici comme centre d'accueil de plusieurs déplacés internes en provenance des zones de

conflits, d'où la nécessité de doter la population et les structures de prise en charge de cette entité des capacités de prévention et des réponse des violences que subissent les femmes en situation d'urgence.

Activités prévues

- L'identification des intervenants (services et structures) dans les sites du projet,
- La formation de deux jours du staff du projet, des structures de prise en charge (médicale, juridique, psychologique et socioéconomique) sur la prévention et la réponse des cas des violences sexuelles et basées sur le genre en situation d'urgence,
- La création et l'accompagnement des comités (groupes) de surveillance
- Les sensibilisations communautaires, impliquant le théâtre, les émissions radio,...

Les activités réalisées :

1. **La formation** : cette formation a ciblé 40 personnes (20 à Nemba et 20 à Sange) issues du projet et des structures de prise en charge des cas de violence sexuelles et basées sur le genre. Pendant 2 jours, les échanges ont tourné sur la prévention et la réponse des violences faites aux femmes en situation d'urgence. Signalons que la formation a été organisée en deux phases, l'une à Nemba et l'autre à Sange.
2. **Installation et gestion des comités de surveillance** : deux groupes des femmes ont été installés dont l'un à Nemba 1 et l'autre à Nemba 2. Ces groupes se réunissent une fois par semaine pour discuter et analyser la situation des violences que subissent les femmes et proposer des solutions à soumettre aux autorités en termes de plaidoyer. En plus, ces comités initient les activités économiques pour venir en aide des femmes qui subissent des actes de violences sexuelles.
3. **La sensibilisation** : cette activité s'est réalisée de plusieurs manières suivantes :

- **Les productions théâtrales** : les présentations théâtrales participatives sur les thèmes liés à la violence et aux mécanismes de prévention et de réponse ont été organisées dans les sites du projet. Ces présentations sont dites participatives par le fait qu'à la fin de la présentation, un débat est ouvert avec les participants pour analyser la situation présentées (déceler les causes, les conséquences et proposer les voies (préventives et curatives) de sortie.



- **Les émissions radiodiffusées** : les émissions interactives ont été présentées sur les chaînes des radios locales, ceci en vue d'informer et d'interpeller toute la population et les parties prenantes à arrêter les mesures pour mettre fin aux violences faites aux femmes,
- **Les matériels de communication** : parmi ces matériels, le projet a imprimé les posters, les dépliants portant des images (dessin) et des messages. La sélection de ces dessin a fait l'objet d'un concours des jeunes artistes dans l'objectif d'impliquer même les jeunes artistes adolescents à utiliser leur art en faveur des droits des femmes.



Section 2: Défis

[Décrivez tous les défis que vous avez rencontrés dans la mise en œuvre de ce projet et comment ils ont eu des effets sur les résultats/effets du projet. Expliquer aussi comment vous avez trouvé des solutions à ces défis.]

La réalisation des activités de ce projet a connu des difficultés suivantes :

- **La faible capacité de couverture du projet** : la zone d'intervention du projet étant longtemps touchée et fragilisée par les effets des conflits armés, les besoins d'intervention dans le cadre de prévention et de réponse à des situations liées aux violences restent énormes. Les moyens du projet ont été très limités de sorte que l'on n'a touché que superficiellement les multiples problèmes de la population,
- L'insuffisance de temps pour mieux accompagner les groupes des femmes mis en place par le projet : cette approche étant nouvelle dans la zone, il aurait fallu un temps suffisant pour un accompagnement efficace des groupes créés.
- Beaucoup de bénéficiaires du projet n'ont pas de poste récepteur, ce qui a fait que plusieurs femmes n'accèdent pas au message émis pendant la sensibilisation. Pour la surmonter, le projet a conseillé les bénéficiaires de suivre les émissions radio en groupe. En plus, les comités des groupes des femmes suivent les émissions puis restituent et échangent avec les autres membres du groupe lors de la séance hebdomadaire,

Section 3: Leçons

[Décrire les leçons clés que vous avez apprises par la mise en œuvre de ce projet. Refléter à la fois sur les leçons pour notre propre organisation, et les leçons en termes de réponse d'urgence aux violences sexistes et la préparation de façon plus générale.]

Notre organisation a tiré les leçons suivantes :

- Le renforcement des capacités des structures locales intervenant dans la prévention et dans la réponse est un moyen efficace pour atteindre un grand nombre de bénéficiaires,
- Faute d'information suffisante sur le circuit d'information et de référencement des victimes des violences sexuelles, beaucoup de ces cas se compliquent alors qu'ils auraient pu être assistés,
- Les moyens de sensibilisation avec support visuels (théâtre, posters, dépliants), attirent plus la population d'autant plus que la mise en situation donne un caractère réaliste de l'activité.

II.3. CAMPAGNE DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FAITES A LA FEMME 2014

1. Introduction

A l'occasion de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femmes 2014, l'organisation la FLORAISSON a organisé un atelier de réflexion et de sensibilisation avec les élèves, étudiants, enseignants et les leaders féminins de la cité de Mboko sur les causes et les conséquences des violences sexuelles et basées sur le genre en

milieux éducatifs. Ceci en vue d'interpeller la conscience de tout un chacun pour son activisme actif dans le combat sur l'élimination des violences sexuelles et basées sur le genre. Dans l'ensemble, trente personnes venues de différentes couches sociales (institutions d'enseignement secondaire et universitaire, organisations féminines,...) ont pris part à ces assises

2. Objectifs

Pour cette activité, l'organisation s'était assigné les objectifs suivants :

- ❖ Informer les participants sur la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes (historique et objectifs),
- ❖ Etudier la problématique des violences basées sur le genre en milieux éducatifs,
- ❖ Déceler les causes, les conséquences des violences sexuelles et basées sur le genre en milieux éducatifs et formuler des recommandations,

3. Résultats attendus :

- Les participants sont informés sur la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences contre les femmes (historique et objectifs),
- Les faits (historiques, culturels, économiques et sociaux) constituant des causes directes et indirectes des violences sexuelles et basées sur le genre en milieux scolaires et étudiants et leurs conséquences sont décelés par les participants,
- Les recommandations sont formulées par les participants en termes de plaidoyer,

DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE

1. Présentation de la campagne.

Après la présentation des participants et de l'organisation, la responsable de l'activité, Mme MAUWA SIMON, chargée de la promotion du genre au sein de l'organisation la Floraison a présenté la campagne dite des 16 jours d'activisme.

a. Historique de la campagne

La campagne des 16 Jours d'Activisme contre la violence faite aux femmes va du 25 novembre au 10 décembre de chaque année. Cette campagne internationale fut développée par le premier Institut de Women's Global Leadership sous l'égide du Center for Women's Global Leadership, en 1991. Les initiatrices ont choisi ces dates du 25 novembre au 10 décembre afin de lier de façon symbolique la violence faite aux femmes et les droits humains. Cet intervalle comprend quatre dates importantes dans la promotion des droits des femmes, ces dates sont :

- Le 25 novembre

- le 1 décembre,
 - Le 6 décembre,
 - Le 10 décembre.
- Le 25 novembre marque deux événements importants:
 - Le 25 novembre 1960 commémore l'assassinat des sœurs Mirabal par la dictature de Trujillo en République Dominicaine
 - Cette date a été déclarée Journée internationale de la Non-violence à l'égard des femmes par le premier Encuentro pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en 1981.
 - Le 1 décembre marque la journée mondiale de lutte contre le SIDA
 - le 6 décembre, date anniversaire du massacre de Montréal (au Canada), quand un homme avait assassiné 14 femmes et les élèves ingénieurs, parce qu'il était "Aféministe."
 - Le 10 décembre marque la Journée internationale des Droits de l'Homme, anniversaire de la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en 1948.

b. Influence de la campagne sur les droits des femmes

En juin 1993, des représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales (ONG) venus du monde entier se sont réunis à Vienne, en Autriche pour la Conférence mondiale de l'ONU sur les droits humains. Pendant deux ans, des défenseurs des droits des femmes avaient travaillé au plan national, régional et international pour garantir que les droits des femmes y seraient reconnus comme des droits fondamentaux et que le sujet de la violence faite aux femmes serait inclus dans les discussions. Le document final, la Déclaration et programme d'action de Vienne qui fut signée par 171 États, constitua un événement historique par son insistance sur le caractère global de la violence sexospécifique et son appel lancé aux gouvernements et à l'ONU pour que soient prises des mesures visant à mettre fin à cette violence. Il est écrit dans ce document :

« Les droits fondamentaux des femmes et des fillettes font inaliénablement, intégralement et indissociablement partie des droits universels de la personne. [...] Les violences qui s'exercent en fonction du sexe et toutes les formes de harcèlement et d'exploitation sexuels, y compris celles qui sont la conséquence de préjugés culturels et d'une traite internationale, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine et doivent être éliminées. » (Déclaration et programme d'action de Vienne, 1993, p. 33)

- En décembre 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (DEVAF).
- En 1994, la Commission des droits humains de l'ONU désigna un Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences pour suivre les différentes manifestations de la violence faite aux femmes à l'échelle de la planète,
- En 1995, l'ONU organisa la quatrième Conférence sur les femmes de Pékin où des défenseurs des droits fondamentaux des femmes exigèrent à nouveau que leurs gouvernements prennent des mesures concrètes pour améliorer le statut des femmes.

- En 2000, le conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 1325 sur la participation des femmes aux instances de prise de décision à tous les niveaux
- La 19 juin 2008, le conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 1820 considérant toutes formes des violences sexuelles à l'égard des femmes comme une menace contre la paix et la sécurité internationale,

Tous ces événements sont la résultante de la campagne des 16 jours d'activisme. Aujourd'hui, cette campagne est célébrée dans presque tous les pays du monde pour hausser les tons en faveur de l'élimination des violences contre les femmes.

ETAT DES LIEUX DES VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE EN MILIEUX EDUCATIFS

Avant d'étudier les causes et les conséquences de ces violences, le Directeur des Programmes de la Floraison a procédé à la définition de certains concepts comme violence, violences sexuelles, violences basées sur le genre, le genre, victime de violence,...

Puis, le DP a présenté un bref état des lieux de la situation des femmes et des hommes en milieux éducatifs en territoire de Fizi. Cette brève lecture a porté sur les constats suivants :

- Il y a plus des élèves filles que de garçons dans les classes de recrutement des écoles primaires (environ 54%), mais ces proportions baissent selon que l'on monte de classe, pour atteindre moins de 20% dans les classes terminales du secondaire et parfois moins de 5% dans l'enseignement supérieur et universitaire,
- Les élèves filles rendues grosses (par les autres élèves, enseignants ou par des tierces) sont exclues des écoles tandis que leurs homologues garçons continuent avec leurs études,
- Les parents privilégient la scolarisation des garçons que celle des filles, sous prétexte que l'éducation des filles ne profite qu'à leur mari,
- Le harcèlement sexuel est une monnaie courante en milieux éducatifs (dans plusieurs cas, la réussite des élèves filles est conditionnée par le rapport sexuel avec un ou plusieurs enseignants). D'où, la naissance des termes dans l'enseignement (les années sont bien calculées, les points sexuellement transmissibles,...),
- Dans les écoles, les travaux lourds sont souvent attribués aux élèves garçons,



De ces constats soutenus par les participants pendant le débat, une question a été posée aux participants « **Quelles en sont des causes et des conséquences ?** » la modératrice, **Mme MAUWA SIMON** a organisé les participants en deux groupes de travail, dont l'un a dégagé les causes et l'autre a dégagé les conséquences. Cette étape a ouvert les travaux en carrefour au terme desquels les commissions ont présenté leurs travaux :

- **Les causes :**

Le groupe a décelé les causes suivantes :

- Les coutumes défavorables à la femme (dans les coutumes locales, les gens pensent que les études de la jeune fille ne profitent qu'à sa future belle-famille),
- Mode d'habillement et le matérialisme des filles (le port des mini-jupes à l'école, confondant le milieu éducatif au milieu où l'on peut se trouver de mari),
- Insuffisance de moyens financiers des parents (faute de moyens financiers suffisants, plusieurs parents scolarisent peu d'enfants dont les garçons au détriment des filles),
- Les filles acceptent toutes les invitations sans tenir compte des endroits,
- L'ignorance (plusieurs personnes ne savent pas que ces actes sont en dehors de la loi, c'est pour cela qu'ils y vont sans crainte)
- L'impunité (le fait que les auteurs des actes similaires restent impunis, les autres se lancent avec courage)
- La présomption de faiblesse chez les jeunes filles (se présumant incapables de réussir de leur propre intelligence, les filles cèdent facilement aux sollicitations des enseignants et abandonnent massivement les études),
- Pour les travaux lourds, la société croit abusivement que la femme ne peut réaliser que les travaux légers, c'est pour cela que ces travaux ont souvent attribués aux hommes qu'aux femmes,



- **Les conséquences :**

Cette situation a des conséquences remarquables,

- Les mariages précoces et non désirés (plusieurs filles se marient à bas âge et parfois en dehors de leur volonté),
- L'abandon des études (le faible taux des filles à l'école est dû en partie par ces violences)
- Prolifération des enfants de la rue (les filles qui mettent au monde à bas âge et rejetée par les maris et leurs familles, mènent une vie difficile et sans espoir. Elles sont souvent obligées de se lancer dans la prostitution, le rejet des enfants et l'avortement)
- La faible représentation des femmes dans les instances de prise des décisions,

- **Recommandations**

De ce qui précède, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- La vulgarisation des textes légaux réprimant les violences à l'égard des femmes et soutenant les droits des femmes (ceci fera que tout le monde prenne connaissance de ces textes et agisse en connaissance de cause),
- La multiplication des séances de sensibilisation et d'information dans les milieux scolaires et extra scolaires,
- Implication des services étatiques et religieux dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre,
- Le non copiage du mode d'habillement dit moderne (les filles préfèrent copier tous les modes d'habillement qui font même un attentat à la pudeur)
- La réforme de la justice (si les auteurs des actes de violences sont mis aux arrêts et répondent de leurs actes, les autres se réserveront)
- Les participants à l'atelier doivent aussi partager avec leur entourage les acquis de la séance,
- La mobilisation de la jeunesse sur l'auto prise en charge,

Après ce débat sur les causes, conséquences et la formulation des recommandations, les participants ont remercié l'organisation LA FLORAISON et l'ont demandée d'organiser des séances similaires dans plusieurs autres coins du territoire en impliquant non seulement la population scolaire mais aussi les parents et d'autres couches sociales ayant une responsabilité directe ou indirecte dans la situation ci-haut décrite.

A son tour, Mme MAUWA SIMON, chargée de la promotion du genre au sein de l'organisation LA FLORAISON a remercié les participants pour leur présence, leur participation et leur a demandé de partager avec les autres personnes (non présentes) ce qui a été dit dans l'atelier. Elle a aussi rappelé que la tâche de promotion des droits des femmes revient à tout le monde et non pas seulement aux organisations, comme le pensent plusieurs personnes.

III. Département de culture et paix

III.1. PROJET DE CONCOURS ARTISTIQUE POUR LA NON VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE ET EXTRA SCOLAIRE

Les situations de violences et d'intolérance qui se manifestent aussi bien en milieu social qu'éducatif, qui sont une résultante des années de guerre et des conflits qui a dérangé le pays pendant plusieurs années. Alors que ces problèmes semblent être contagieux (de génération à l'autre), il est impérieux d'impliquer les jeunes et les adolescents à l'identification des problèmes et à la recherche des solutions durables. Pour résoudre ces problèmes, notre organisation, est convaincue qu'initier les jeunes adolescents à la culture de paix et de non-violence et au respect des biens publics aiderait les différentes communautés d'espérer à former une jeunesse prometteuse, et moins violente.

Au début de l'année 2015, La Floraison, organisation de droit congolais basée à Baraka, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, a reçu de l'organisation Italienne **Incontro fra i popoli**, le financement de 1500 dollars américains pour réaliser des activités qui visent à décourager les attitudes violentes et discriminatoires en milieux éducatifs et sociaux en vue de construire une jeunesse capable de corriger les erreurs du passé qui ne profitent qu'aux égoïstes.

Les stratégies utilisées pour réaliser les activités de ce projet ont fait appel aux jeunes adolescents de par leurs qualités innées et acquises, leurs capacités culturelles, pour inciter la promotion des valeurs positives non seulement à leurs pairs mais aussi les autres membres des communautés dans lesquelles ils vivent.

I. ACTIVITES REALISEES

- 1) **Identification des 10 écoles secondaires pilotes qui ont participé au concours artistique** : les 10 écoles secondaires pilotes ont été identifiées et sélectionnées ans la cité de Baraka et ses environs. La répartition des écoles était la suivante :
 - **A Baraka centre** : 6 écoles dont l'Institut la Charité, l'Institut Shangwe, l'institut Masoka, l'institut Mshimbakye, l'institut Lemba et l'institut de Baraka.
 - **Sur l'axe sud** : deux écoles qui sont l'Institut Umo Lubenga et l'Institut Nuru (toutes les deux de Katanga)
 - **Sur l'axe nord** : l'institut Uzima et l'institut Kalundja
- 2) **La mise en place des Club Scolaires de Non-Violence (CSNV)**: dans chaque école sélectionnée, un comité dit « club scolaire de non-violence » composé de 5 jeunes issus de différents groupes ethniques a été créé. Ces comités ont pour mission de stimuler un comportement positif imitable par d'autres élèves en vue de renforcer la culture de paix et la tolérance entre élèves (et enseignants) issus de différents groupes ethniques et sociaux. l'élection des membres de ces comités a été un processus très participatif d'autant plus qu'il a impliqué tous les élèves et enseignants de chaque école ciblée.
- 3) **La formation des membres des CSNV** : un total de 50 jeunes élèves issus de 10 comités des 10 écoles (à raison de 5 élèves par CSNV) ont participé à ces échanges. La session a concerné les thèmes suivants : la culture de la paix, l'éducation à la

citoyenneté, la résolution pacifique des conflits, l'ONU et quelques notions sur le prix Noble de la paix.

- **Pour la culture de la paix** : La culture de la paix a été définie comme l'ensemble des valeurs, des attitudes, des traditions, des comportements et des modes de vie fondés sur Le respect de la vie. A tour de rôle, les participants ont défini la paix, chacun selon son entendement. Autour de ce thème, les échanges ont tourné vers la tolérance, la maîtrise de soi, le respect mutuel, le respect de la vie, la notion de violence, la non-violence, le dialogue et la coopération. Ces facteurs réunis, peuvent ramener à vivre en harmonie et à cultiver une paix durable.
 - **Pour l'éducation à la citoyenneté** : le débat a concerné la démocratie et ses valeurs. Pour ce qui est de la démocratie à l'école, ceci implique la participation des élèves à la gestion de l'école et des biens de l'école au bénéfice de tous. Cette responsabilisation des élèves passe par les élections libres qui permettent aux élèves de se choisir leurs propres dirigeants. Ceci dans l'objectif d'aider les jeunes à s'habituer et adopter la démocratie comme la voie d'accès au pouvoir. Les jeunes présents ont compris que le pouvoir (même en milieu scolaire) ne s'arrache pas mais on l'obtient du groupe par voie de majorité.
 - **Pour la résolution pacifique des conflits** : les participants ont découvert que le conflit est quelque fois normal dans la vie humaine. Alors, pour éviter que le conflit ne donne pas des résultats néfastes sur la vie sociale et sociétale, il faut savoir les gérer et les résoudre pacifiquement en privilégiant le dialogue. En dialoguant, on échange des idées à travers une médiation (chacun donnant son point de vue) et on aboutit à une solution négociée.
 - **En ce qui concerne l'ONU**, les échanges ont tourné sur les objectifs et les missions de l'ONU, ses réalisations et la nécessité de mettre les efforts en commun en faveur de la paix.
 - **Pour le prix Nobel de la paix**, il était question de ramener les élèves à incarner le model des personnalités qui ont fourni de efforts considérables en faveur de la paix et la non-violence.
- 4) **Sensibilisation en milieux scolaires sur la non-violence et la paix** : à raison de deux séances par école, ces séances ont été un moment d'échange entre la population scolaire et notre organisation sur les thèmes qui ont fait l'objet de la formation des membres des CSNV. A travers ces échanges, les élèves et les enseignants ont donné des situations réelles qu'ils vivent (dans les écoles comme en familles) comme témoignage. Aussi, c'était pour eux l'occasion d'accéder à une information constructive sur la paix, la non-violence, la démocratie et les autres thèmes y afférents. La population scolaire découvre la nécessité d'instaurer dans le système éducatif, un mode permanent de fonctionnement de ces comités pour que la jeunesse ait les notions de la démocratie et de la culture de la paix à partir de la base. Ceci aiderait à accroître dans leur esprit (des élèves et enseignants) le sentiment de respect de la vie et de dialogue, de décourager les actes de violence et qui portent atteinte à la paix.
- Le concours artistique pour la paix et la non-violence : ce concours se fera en deux étapes nommées concours intra-scolaire et concours interscolaire.



5) **Organisation du concours artistique pour la paix et la non-violence** : ce concours a été organisé en deux étapes nommées concours intra-scolaire et concours interscolaire.

➤ **Le concours intra-scolaire** : le concours intra scolaire a consisté uniquement à l'étude des causes de l'intolérance à l'école. Pour cette activité, les élèves et les enseignants ont, à travers une séance guidée par l'équipe de notre organisation, dégagé les causes de cette intolérance et certaines solutions pour juguler cette situation. Parmi les causes communes identifiées dans plusieurs écoles :

- ✓ **L'identité** : certaines tribus se considèrent comme originaires, elles discriminent d'autres, ce qui fait qu'en réaction, les autres tribus cherchent à s'imposer par tous les moyens, y compris par la violence,
- ✓ **Le multilinguisme** : le fait que chaque groupe parle une langue différente des autres, certains cas d'intolérance surviennent. Car plus qu'on ne comprend pas la langue de l'autre, plus qu'on est jeune de l'entendre et l'on pense que l'on parle négativement de lui,
- ✓ **Les préjugés** : les jeunes issus de différents groupes ethniques se font de jugements et des idées stéréotypés. Quelqu'un qui a un mauvais souvenir d'une personne issue d'une tribu, considère et traite tout ressortissant de cette tribu de la même manière. Ces cas s'observent dans toutes les écoles, il y a les jeunes qui se représentent de mauvaises images des autres sans avoir de problèmes directs avec eux mais à travers un jugement stéréotypé (telle tribu est contre la nôtre).
- ✓ **La non-participation de tous à l'établissement des lois scolaires** : les élèves et les enseignants ne sont souvent pas consultés dans l'élaboration des règles qui régissent les écoles. A cet effet, ces règles restent soit mal connues ou inconnues des élèves et tombent en cas de problème ou incident. C'est alors que chacun peut agir à son gré sans se mettre en tête qu'il y a une réglementation en la matière.

➤ **Le concours interscolaire** : le concours interscolaire a consisté en la mise en



compétition des différentes écoles sélectionnées par la présentation de leurs œuvres artistiques.

Pour bien mener les activités de concours, les 9 écoles (après le retrait de l'Institut Uzima) ont été réparties en trois groupes de trois écoles chacun. Un jury a été mis en place pour assurer la cotation des présentations de différentes écoles. Le processus de concours a consisté à une élimination. De ces trois écoles par groupe, une seule (celle qui obtient le plus de points) a été retenue pour la phase finale du concours. Les trois meilleures écoles se sont affrontées à la finale et l'Institut MSHIMBAKYE a remporté la coupe.

Les différentes activités du concours se sont déroulées de la manière suivante :

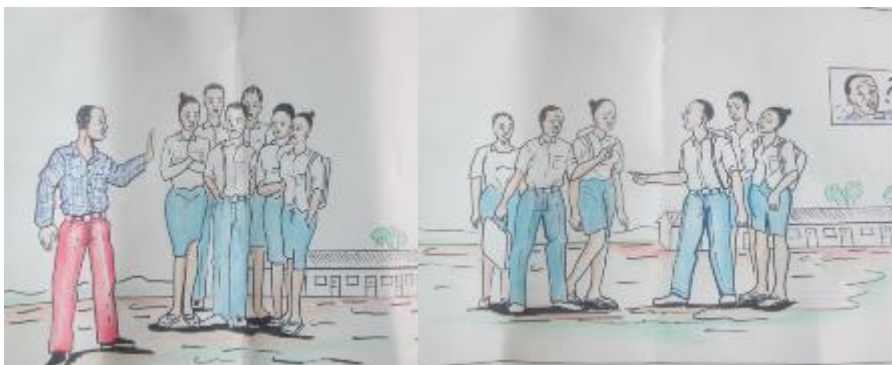
- ✓ **Le dessin parlant :** pour le dessin, le projet a fourni les matériels de travail comprenant (les papiers bostons, les crayons, couleurs, markers, gomme,...). Chaque école a préparé 5 dessins au choix en rapport avec le thème (la non-violence et la culture de la paix). Deux à trois élèves de chaque école ont expliqué les sens de ces dessins au public venu pour assister à l'exposition de différentes œuvres.

Ici les dessins exposés par quelques écoles :

Institut la Charité



Institut Shangwe



Institut Mshimbakye



- **Le génie en herbes** : pour ce jeu de question-réponse, les questions ont été tirées de la matière de formation et des séances de sensibilisation (culture de la paix, éducation à la citoyenneté, résolution pacifique des conflits, l'ONU et les lauréats du prix Nobel de la paix). Les questions ont été tirées au sort et les élèves de chaque école y ont répondu.
- **La poésie** : chaque école a composé un ou plusieurs poèmes en rapport avec les thèmes du concours, ces poèmes ont été déclamés devant le public le jour du concours. Cette composition a porté un message de la paix, la non-violence, la tolérance et/ou du respect de la personne et des biens publics.

Voici quelques images des poètes en pleine scène :

Institut Shangwe



institut Umo Lubenga



Institut Mshimbakye



Institut Masoka



- **Le sketch :** chaque école participante a composé un scénario où les élèves incarnent une situation de conflit, de violence ou de destruction des biens communs. Au cours de cette présentation, les élèves présentent un problème et en proposent les voies de sortie. Ces cas doivent être des situations réelles vécues dans les milieux éducatifs et sociaux.

Ce concours interscolaire s'est déroulé pendant trois jours successifs dont 2 premiers jours dans les hangars de l'Espace culturel WOTE TUKUTANE TENA du Centre Culturel de Baraka et le dernier jour de la finale dans la salle paroissiale de Baraka.

Toutes les écoles qui ont pris part à ces événements ont reçu des cadeaux identiques sauf les deux écoles finalistes, qui ont eu en plus des cadeaux spéciaux pour elles. Les cadeaux des écoles étaient composés des ballons de football, de cahiers, des stylos, des boîtes mathématiques, des t-shirts portant message de l'événement, des craies, ... pendant que le kit du cadeau individuels pour les élèves qui s'étaient distingués dans les différentes présentations était composé d'un tissu bleu d'uniforme scolaire, un soulier, un sac au dos et un t-shirt portant le message de l'évènement.

Le bureau de sous division de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel a collaboré positivement avec le bureau. Elle a participé au lancement des activités du projet et a participé à la cérémonie de clôture comme Invité d'honneur, qui a eu la charge de remettre les cadeaux aux différents lauréats des activités du concours.

II. Conclusion

Un pays qui a connu plusieurs années de conflits armés qui ont déchiré les communautés et les familles, et la population a besoin des actions de sensibilisation et d'information inclusives pour essayer de colmater les brèches et les séquelles laissées par les années de conflits. Certes, ce n'est pas facile d'oublier les êtres chers qu'on a perdus, des actes ignobles qu'on a subi mais l'essentiel est de ramener tout le monde à être plus prospectif et préventif en vue de construire une société pacifique capable de repartir sur les nouvelles bases. Ce processus a aussi besoin des efforts de tous et surtout de la jeunesse. Oublier cette couche c'est fabriquer une bombe à retardement.

Pour notre projet, les jeunes adolescents (en milieux scolaires) ont eu l'occasion de s'exprimer à travers l'art (dessin, poésie, sketch,...) et les occasions de débat qui leur ont été offertes. Aussi, nous avons pu constater que la culture de paix doit s'accompagner d'un processus d'éducation à la citoyenneté qui aidera ces jeunes à devenir de bons citoyens, utiles à eux-mêmes et à toute la nation. Si par l'exemple les jeunes sont

impliqués et initiés au processus démocratique depuis le bas âge, ils apprennent tout au long de leur vie que le pouvoir de se ravit pas par force, mais on l'a par voie des élections. Aussi, la conception des lois et règlements scolaires dans plusieurs écoles est une tâche d'un petit groupe (l'équipe de direction), les élèves et parfois les enseignants n'apprennent le contenu qu'en cas de manquement. Ils sont donc punis par les textes qu'ils ne maîtrisent pas. Voilà pourquoi, l'Etat et les organisations doivent encore fournir plus d'efforts pour que les écoles développent un système de gestion et de gouvernance participative, ceci aiderait à espérer créer une jeunesse congolaise responsable. Le projet a laissé 10 Clubs scolaires de non-violence au sein de 10 écoles de Baraka, dont les membres ont été formés en matière de la paix et de la non-violence en milieu scolaire et sociale, ces comités nécessitent non seulement une consolidation par leurs différentes écoles mais aussi un suivi quasi permanent de leur fonctionnement par le bureau de la sous-division de l'Enseignement Primaire, Secondaire et professionnel.

IV. Département de Santé publique

IV.1. PROJET DE PROMOTION DE LA VIE POSITIVE DES JEUNES A RISQUE DE VIH/SIDA

Le projet Promotion de la vie positive des jeunes à risque du VIH/SIDA : jeunes mineurs, motocyclistes, travailleurs sexuels, commerçants, dans les carrières minières de l'axe Misisi-Nyangi et Fizi centre en territoire de Fizi ; de 12 mois est financé par Positive Action for Children Fund (PACF), est en cours d'exécution en République Démocratique du Congo, province du Sud-Kivu, territoire de Fizi, dans la cité minière de Misisi et le centre de Fizi.

Le choix des carrières minières de l'axe Misisi-Nyangi et Fizi centre se justifie par l'inexistence des services de prévention de la transmission de VIH/SIDA orientés vers la catégorie de jeunes âgés de 15 à 25 ans (sauf à Misisi où nous implémentons les activités de sensibilisation des jeunes). La cité de Misisi est reconnue pour ces activités de creusage artisanale de l'or ; comme dans toutes les autres carrières minières, la sexualité figure parmi les activités vives d'autant plus que plusieurs jeunes (filles comme garçons) fréquentent ce milieu dans l'objectif de se chercher les moyen de survie. Plusieurs filles âgées de 15 à 25 ans ne vivent que de leurs corps. Alors, faute d'une information adéquate sur le VIH/Sida (mode de prévention de transmission), C'est aussi un lieu de rencontres et d'échange, le lieu d'ambiance, les bars, le dancing clubs, les buvettes sont en abondance. La prostitution y est florissante, devant un vecteur actif de propagation des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA dont la prévalence est parmi l'une des plus élevée du territoire.

Le choix se porte aussi sur le centre de Fizi par le fait que ce lieu constitue un lieu de transit, un carrefour, une bifurcation des routes provenant de grands centres urbains

(Baraka, Uvira, Bukavu) vers les cités minières de Misisi, Mukera, Nyangi,... Plusieurs jeunes (filles et garçons) courent aussi des risques de contamination du VIH/Sida suite à l'insuffisance d'informations en ce qui concerne les mesures de prévention et les voies de transmission (les motocyclistes, les vendeuses des restaurants, bars). L'intense activité commerciale au parking de Fizi influence la délinquance d'autres jeunes. (Filles qui veulent coucher avec les commerçants pour gagner quelque chose).

Ce projet cible en premier lieu les jeunes âgés de 15 à 25 ans, jeunes mineurs, travailleurs miniers vivant avec le VIH, les groupes de jeunes mineurs travailleurs de sites miniers à haut risque de contamination, les petites filles esclaves sexuelles de zones minières, les jeunes motocyclistes des axes Fizi-Misisi-Nyangi, les jeunes servant dans des restaurants, bars, maisons de tolérance et les travailleurs de sexe des sites ciblés par la projet, les différents organes impliqués dans la lutte contre le VIH et la protection des PVVIH et PAS et la population en général. Nous constituerons des Comités de soutien Anti SIDA ou groupe de soutien des jeunes vivant avec le VIH, ce qui permettra de briser l'auto stigmatisation chez les personnes vivants et affectées par le VIH/SIDA, car grâce aux activités de ce projet, les jeunes ciblés acquerront des compétences en communication permettant de surmonter la stigmatisation et la discrimination tant interne qu'externe, elles seront en mesure de partager leurs expériences de vie positive avec la maladie par d'autres personnes pendant des témoignages où elles parleront des succès sur la façon dont les gens sont entrain de réduire la stigmatisation et la discrimination. Elles comprendront aussi la responsabilité qu'elles ont par rapport à eux même et par rapport à toute la communauté en terme de se protéger et protéger les autres : Dit on comment vivre positivement avec le VIH/SIDA d'une part. L'ensemble de la communauté en particulier les jeunes influents issu de toutes les couches sociales comprendra qu'en luttant contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des PVVIH et PAS, on contribue sensiblement à la prévention de l'expansion du VIH/SIDA d'autre part. A travers des émissions radiodiffusées et les séances de sensibilisation, la loi portant protection des droits de personnes vivant avec le VIH sera vulgarisée, les débats seront menés par les jeunes en vue de réduire les facteurs de risque qui exposent les jeunes.

Les activités réalisées pendant les deux mois du projet sont :

- **La formation** : 40 jeunes pairs éducateurs dont 20 garçons et 20 filles issus de toutes les couches ciblées par le projet ont suivi la formation à Misisi. La formation a eu lieu du 28 au 30 janvier dernier e a porté sur les matières suivantes :
 - Généralités sur le VIH/Sida,
 - Les voies de transmission du VIH,
 - Les moyens de prévention,
 - Le bon usage des préservatifs,
 - Le dépistage volontaire,
 - La loi N° 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des droits des PVV et PA en RD Congo.

Pendant trois jours, les jeunes ont eu à discuter sur les différents thèmes sous la facilitation du superviseur en charge du VIH/Sida et IST.

Les jeunes bénéficiaires de la formation sont venus des couches suivantes :

- Les professionnels de sexe (PS),
- Les jeunes motocyclistes,
- Les travailleurs miniers (bongeteurs, kasomba, kibanistes),
- Les jeunes servant dans les bars, les hôtels,...



- **Distribution des préservatifs** : un total de trois sites (Misisi, Fizi et Nyangi) avec un ensemble 8 sites secondaires (4 à Misisi, 3 à Fizi et 1 à Nyangi). Cet



accroissement du nombre de sites a de l'incidence sur l'accès facile et gratuit des jeunes aux préservatifs. Pour le mois de février, 3600 préservatifs ont été gratuitement distribués à plus de 400 jeunes en majorité les garçons. Misisi reste le site où les préservatifs sont consommés en masse, soit **1410** contre **872** à Fizi et **318** à Nyangi. Les professionnels de sexe constituent la catégorie qui

utilise plus les préservatifs,

- Installation des comités des clubs de soutien : trois comités des clubs ont été mis en place à Misisi. Ces comités ont été catégorisés suivant les cibles du projet, ceci pour faciliter le travail des pairs éducateurs.

Les trois comités formés sont respectivement des catégories suivantes :

1. Le comité des professionnelles de sexe (PS)
2. Le comité des jeunes Bongeteurs et
3. Le comité des jeunes Kibanistes

- **Production des pièces théâtrales participatives sur le VIH** : deux pièces ont été produites avec le thème « **LES VOIES DE TRANSMISSION DU VIH** ».



La réalisation de ces activités a connu certains problèmes :

- Lancement retardé des activités suite à la réception tardive des fonds pour la première tranche causé par une erreur de remplissage du numéro de compte bancaire ;
- La coupure du stock des préservatifs dans nos sites de distribution,
- Manque de salle de formation (coïncidence avec d'autres demandeurs)
- Pour ce qui est de distribution des préservatifs, les pharmacies qui vendent ce produit ont commencé à mener une campagne négative contre notre travail **(distribution gratuite des préservatifs)** d'autant plus que cette distribution gratuite diminue sensiblement leur clientèle. Certains commerçants déçoivent les jeunes en disant que les préservatifs que nous donnons ont dépassé la date de péremption. Très cher dans cette cité minière, 3 préservatifs coutent 500FC, soit 0,55\$

ACTIVITES DE COLLABORATION

Dans le cadre de la collaboration avec d'autres institutions tant humanitaires que scolaires, l'organisation a mené les activités d'encadrement des stagiaires en provenance des écoles secondaires et a participé à la formation des APS des organisations membres du Réseau des Organisations Féminines de Fizi-Itombwe (ROFFI), facilitée par l'organisation américaine HeartLand Alliance , pour l'année 2014,

- Le bureau de l'organisation a reçu 12 stagiaires, élèves visiteurs des écoles secondaires de la place dont 6 de l'institut la Charité, 3 de l'Institut Shangwe et 3 de l'Institut Faraja pour soit un stage ou une simple visite,
- En novembre 2014, le ROFFI (dont nous sommes membre) a organisé une formation des deux jours en faveur des APS des organisations sur la prise en charge et l'accompagnement psychologique des victimes des violences sexuelles.
- La troupe théâtrale la Floraison de Fizi a, en collaboration avec Cercle des Jeunes Femmes de Kivu produit des pièces de théâtre dans le cadre de sensibilisations contre le VIH/Sida pour les jeunes de la cité de Fizi et ses environs,

LES VISITES DES PARTENAIRES

Plus que toutes les autres, l'année 2014 est de loin l'année de bonheur pour notre organisation, au cours de laquelle trois organisations ont visité le bureau de l'organisation. Parmi ces organisations figurent medica mondiale d'Allemagne, Incontro fra i popoli d'Italie et urgent actions fund for africa du kenya.

Visite de medica mondiale

Au cours de cette visite, cette organisation allemande a eu à visiter ses différents partenaires dans le territoire d'Uvire et de Fizi selon le tableau suivant

Date	Lieu	Organisation partenaire
07.06.2014	Buja - Uvira	AFPDE
08.06.2014	Uvira	AFPDE
09.06.2014	Uvira - Mboko - Baraka	EPF DYFAP
10.06.2014	Baraka	DFE
11.06.2014	Baraka	AMOFUT
12.06.2014	Baraka - Fizi - Baraka	CJ Femmes
13.06.2014	Baraka	FOSOF
14.06.2014	Baraka	La Floraison
15.06.2014	Baraka	DFE
16.06.2014	Baraka	Atelier
17.06.2014	Baraka	Atelier

18.06.2014	Baraka	Atelier
19.06.2014	Baraka	FEFA
20.06.2014	Baraka - Buja	

Le 14 juin, l'équipe de medica mondiale composée de deux personnes CAREN et ALENA, chargées respectivement de la région des grands-lacs et chargée de la détraumatisation a été reçue au bureau de la Floraison. Au cours de cette journée, l'équipe a prévu :

- La visite sur le site du projet (NEMBA)
- Visite de différentes activités de la Floraison et
- Le travail au bureau

1. Visite à Nemba

En dépit de blocages sur le passage (crue de la rivière Mutambala, mauvais état de route et la longue distance entre le pont Nemba et le centre de santé), medica mondiale a décidé de descendre à Nemba pour palper du doigt les problèmes des femmes et aussi voir dans quelles conditions les activités du projet sont réalisées. Par une foule immense des femmes et habitants de Nemba, la délégation a été reçue au pont de la rivière Nemba sous les applaudissements, chants et ovations de joie.



A la maison d'écoute, ALENA s'est entretenue avec l'APS, l'IT du centre de santé et les leaders locaux et communautaires (chefs de village et le précodesa). Après cet entretien, l'équipe a pris le chemin du retour.

2. Visite des autres activités de la Floraison

En raison de temps, seul le champ de LUKOKE a été visité par la délégation allemande. A cette occasion, elles ont eu à féliciter l'organisation la Floraison pour les travaux réalisées



en faveur des femmes. Les échanges (questions-réponses) ont été facilités par l'agronome et quelques bénéficiaires présentes sur le lieu. Les bénéficiaires ont profité de cette occasion pour remettre à l'équipe en termes de cadeau (preuve de leur solidarité), deux tubercules de manioc, produits de leurs efforts et un petit

mémorandum sur la situation des femmes du territoire de Fizi.

3. Travail au bureau

Le temps n'a pas sincèrement permis de continuer à travailler au bureau d'autant plus que tout le monde était non seulement fatigué par le lourd travail abattu et le long trajet parcouru, mais aussi par la famine. L'équipe s'est excusée et la rencontre a été programmée avec tous les partenaires deux jours après, au bureau de FOSOF.

Visite de Incontro Fra i Popoli IFP

La visite de IFP a été surprise car n'ayant pas été préparé pendant plusieurs jours. Informé par nos amis de FAPE de Mboko sur cette visite à la veille, IFP a accepté la demande de nous visiter. C'est ainsi que jeudi le 12 juin, la haute délégation composée de 5 personnes dont LEOPOLDO RABELLATO, président de l'organisation. Parmi les activités visitées par IFP figure les bénéficiaires des formations professionnelles en 2012 à Fizi, les dessins du concours artistique de 2013, la latrine de l'institut la Charité et l'atelier de coupe et couture des bénéficiaires de RSEC en 2012.



collaborer avec la Floraison dans le futur.

A la fin de cette visite qui a commencé à Fizi le 13 juin, la délégation de IFP a eu un long entretien au bureau avec l'équipe de l'organisation. Au cours de cet entretien, les deux organisations ont présenté leurs approches. LEOPOLDO a encouragé la Floraison pour ses efforts et lui a demandé de se focaliser sur les problèmes réels de la communauté en comptant plus sur les ressources et potentialités locales. Il a promis de

Visite d'Urgent Action Fund

Venue pour s'acquérir de la situation des femmes à l'est de la République Démocratique du Congo, la délégation d'UAF composée de SHINAS, la chargée de fonds et de son assistante en charge de communication a aussi visité le bureau de l'organisation la Floraison.

N'ayant pas le temps de visiter toutes les organisations séparément, la rencontre avec toutes les organisations féminines s'est tenue au bureau de FEFA. Au cours de cette rencontre, UAF a présenté ses activités aux participants et chaque organisation a fait de même. UAF a expliqué sa politique de subvention et a encouragé les femmes et les organisations féminines du territoire de Fizi à être plus actives et à développer des approches novatrices dans le travail en faveur des femmes.

Recettes et dépenses réalisées par l'organisation La Floraison au cours de son exercice comptable 2014

Libellé	Source de financement							TOTAL GENERAL
	Contribution, cotisation des membres	Rappel solde exercice précédent	Medica Mondiale	International Rescue Committee	Incontro frai popoli	Pocitive action for children fund	ADEPAE RDC	
1. Recettes réalisées au cours de l'exercice 2014								
Solde d'ouverture	260,00	333,60	0,00	0,00	1360,00	0,00	0,00	1 953,60
Virements/Transferts au cours de l'exercice 2014	4 256,00	0,00	13500,00	9000,00	83000,00	46530,00	14400,00	170 686,00
Total recettes réalisées	\$4 516,00	\$333,60	\$13 500,00	\$9 000,00	\$84 360,00	\$46 530,00	\$14 400,00	\$172 639,60
2. Dépenses réalisées au cours de l'exercice 2014								
Dépenses des activités	2 120,00	280,00	10 125,00	5 597,60	36 320,00	36 506,00	13 000,00	103 948,60
Dépenses de fonctionnement	3 210,00	53,60	1 193,08	649,40	690,00	1 200,00	1 400,00	8 396,08
Total dépenses effectuées	\$5 330,00	\$333,60	\$11 318,08	\$6 247,00	\$37 010,00	\$37 706,00	\$14 400,00	\$112 344,68
Solde/ Recette différée	-\$814,00	\$0,00	\$2 181,92	\$2 753,00	\$47 350,00	\$8 824,00	\$0,00	\$60 294,92

CONCLUSION GENERALE

Ce rapport narratif, images des activités réalisées par l'organisation au cours de l'année 2014, représente d'une manière concentrée, les activités de chaque projet mis en œuvre par la Floraison, soit en collaboration avec d'autres partenaires, soit seule.

Pour cette année, l'organisation a accueilli pour la première fois des partenaires étrangers à son bureau, ce qui constitue un pas vers l'élargissement de ses activités. En plus, le partenariat local avec les autres organisations et les services étatiques ont abouti à la mise en place des activités commune ou de bénéficiaire des services ou d'appuis.

Nous reconnaissons en effet que beaucoup d'efforts restent à consentir pour activer la bonne collaboration avec les organisations tant locales qu'internationales présentes dans notre rayon d'action. De ces efforts, la faible visibilité dans les réunions inter-agences ou de concertations mensuelles avec les autorités étatique est un fait à corriger. Aussi, notre organisation a vivement participé à de différentes réunions tant des services étatiques que du comité humanitaire. Les plus importantes de ces réunions sont les réunions hebdomadaires d'information générale et les réunions mensuelles avec les autorités.

Fait à Baraka ; le 31 Décembre 2014.

Mme Loy HONORE

Directrice Générale